



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

ACTION COLLECTIVE DE L'USAID POUR RÉDUIRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (CARE-VBG)

Section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur

Traiter la VBG par le biais de programmes de sécurité de l'eau, d'assainissement et d'hygiène

Services d'analyse IV - Livraison indéfinie - Quantité indéfinie (IDIQ)

Contrat N° 7200AA19/D00006/7200AA20F00011

Ce matériel a été fourni par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le soutien généreux du peuple américain Development Professionals, inc. et Making Cents Internation, LLC, sont responsables du contenu par le biais du contrat AID Analytical Services IV IDIQ Task Order Collective Action to Reduce Gender-Based Violence (CARE-GBV)

7200AA19D00006/7200AA20F00011

Ce matériel ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

CARE-GBV	Action collective pour réduire la violence basée sur le genre
EAH	Eau, assainissement et hygiène (WASH en anglais)
EAS	Exploitation et abus sexuels
LGBTQI+	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexuées, ainsi que celles ayant d'autres orientations sexuelles et identités de genre
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
PNUD-SIWI	Programme des Nations unies pour le développement - Institut international de l'eau de Stockholm
SEAH	Sécurité de l'eau, assainissement et hygiène (WSSH en anglais)
SHM	Santé et hygiène menstruelles
SOGIESC	Orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles
STEM	Acronyme anglais signifiant Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
USAID	United States Agency for International Development. (Agence des États-Unis pour le développement international)
VBG	Violence basée sur le genre
VPI	Violence entre partenaires intimes

Introduction

Ce document décrit pourquoi les programmes de sécurité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (SEAH) de l'USAID doivent intégrer des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) et détaille des stratégies spécifiques pour y parvenir. Des exemples de programmes sont fournis pour illustrer la façon dont les stratégies peuvent être intégrées dans les programmes de SEAH, et des liens vers des outils et des ressources sont fournis pour des informations supplémentaires.

Ce document fait partie des *Éléments fondamentaux pour la programmation de la violence basée sur le genre dans le développement*, qui comprennent les principes de base, les éléments de programme (prévention, atténuation des risques, réponse, environnement favorable) et les éléments de processus. Idéalement, les lecteurs devront se familiariser avec ces sections des *Éléments fondamentaux* avant de lire ce dossier. Au minimum, les lecteurs doivent se familiariser avec les sections suivantes avant d'examiner ce dossier :

- Section 1.0. Introduction
- Section 3.2. Éléments du programme : Atténuation des risques.
- Section 4.0. Éléments du processus
 - Valeurs, culture organisationnelle et leadership (exemple de programme : un cadre pour la protection des participants aux programmes)
 - Planification et conception stratégiques (analyse de genre et cartographie du réseau de référence)

Les stratégies décrites dans ce dossier sont organisées par niveaux du modèle socio-écologique : individuel, interpersonnel, communautaire et structurel. Les interventions efficaces contre la VBG comprennent généralement des stratégies qui s'adressent à plusieurs niveaux du modèle socio-écologique. Chaque stratégie est également qualifiée de prévention, d'atténuation des risques, de réponse ou d'environnement favorable.

Pourquoi les programmes SEAH devraient aborder la VBG

L'amélioration de la SEAH dans les communautés où l'USAID travaille est un objectif de développement clé de l'Agence. Les programmes du secteur de la SEAH ne peuvent être efficaces si les considérations liées à la VBG ne sont pas prises en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes. Exclure les questions de la VBG des programmes de SEAH peut également avoir des conséquences négatives involontaires, dont un risque et une incidence accrues de VBG parmi les communautés que l'USAID cherche à aider (USAID 2015). De plus, lorsque les gens modifient leur comportement en réponse aux risques et aux incidents de VBG, leur accès à la gouvernance, à la conservation et aux opportunités économiques de la SEAH, ainsi que leur utilisation de l'eau et des installations sanitaires et leurs comportements d'hygiène efficaces sont souvent transformés. En conséquence, la conservation, la gouvernance et les résultats de santé publique de la SEAH sont entravés et la durabilité du programme est réduite.

Sécurité de l'eau

Pour assurer la sécurité de l'eau, il faut garantir un accès sûr à l'eau potable et des systèmes équitables de gouvernance, d'allocation et d'utilisation des ressources en eau. Lorsque l'eau nécessaire aux besoins du ménage n'est pas disponible à la maison, dans 8 ménages sur 10, en raison des normes et des rôles sociaux propres au genre, il incombe aux femmes et aux filles d'aller la chercher (OMS 2017). En raison des effets du changement climatique et de la répartition inégale des infrastructures d'approvisionnement en eau, en particulier dans les

zones rurales, les femmes et les filles doivent souvent marcher ou transporter l'eau sur de plus longues distances qu'auparavant. Le risque accru de harcèlement sexuel, d'agression et de viol pour les femmes et les filles lorsqu'elles vont chercher de l'eau est attesté tant en milieu rural (House 2014c, 4 ; Zaman 2020) qu'en milieu urbain (Mehrotra 2010). Ces risques pour les femmes et les filles augmentent lorsqu'elles parcourent de longues distances dans des zones reculées et sont encore exacerbés par la prévisibilité des routines de collecte d'eau, ce qui facilite la planification et l'exécution des attaques par les agresseurs, notamment contre les adolescentes (Pommell et coll. 2018). Lorsque les écoles ne disposent pas d'infrastructures d'approvisionnement en eau adéquates, les filles manquent le temps scolaire et risquent d'être victimes de violences sexuelles lorsqu'elles vont chercher l'eau pour l'utiliser à l'école.

Dans les zones rurales, les femmes utilisent l'eau à la fois pour les activités domestiques et agricoles, tandis que les hommes l'utilisent principalement à des fins agricoles. La situation de plus fort pouvoir des hommes par rapport aux femmes et aux filles crée des tensions et un potentiel de conflit entre l'utilisation de l'eau par les hommes et par les femmes, ce qui augmente les risques de violence physique contre les femmes et les filles aux points d'eau. Comme les femmes et les filles sont les premières responsables de la collecte de l'eau, s'il y a des difficultés ou des retards dans l'accomplissement de ce rôle, l'insécurité de l'eau peut causer la honte, la détresse psychologique (Stevenson et coll. 2016, Mejdoubi et coll. 2019), et les punitions physiques et psychologiques infligées par les membres de la famille (House et coll. 2014c, 34 ; Sommer et coll. 2014). Ces risques de VBG peuvent augmenter pendant la saison sèche ou avec des variations croissantes de l'approvisionnement en eau dues au climat, en particulier chez les personnes ayant une énergie physique réduite pour transporter de l'eau, comme les femmes enceintes et allaitantes (Pommell et coll.). 2018).

Le droit à l'eau est inscrit dans plusieurs traités internationaux relatifs aux droits de la personne, les gouvernements étant les premiers responsables du respect de ce droit. Cependant, certains gouvernements ayant opté pour la privatisation de l'approvisionnement en eau, l'attention est souvent concentrée sur les zones où les gens sont disposés à payer et en mesure de le faire, ce qui exclut de nombreuses zones rurales et communautés plus pauvres (ActionAid 2013). Cette exclusion a une dimension liée au genre, car il existe dans plusieurs pays des risques bien documentés d'exploitation et d'abus sexuels (EAS) par les prestataires de services d'eau dans les quartiers les plus pauvres ou les zones non desservies par les services publics d'eau (Avello 2018, Kiwaset 2018, Pommell et coll. 2018, UNDP-SIWI Water Governance Facility 2017, Potts et al. 2020). Par exemple, une étude sur les services d'eau à Bogotá, en Colombie, et à Johannesburg, en Afrique du Sud, a trouvé des exemples d'extorsion sexuelle ou financière de la part du personnel des services d'eau à l'encontre de femmes qui tentaient d'obtenir de l'eau pour leur ménage (UNDP-SIWI Water Governance Facility 2017). Les vendeurs d'eau et les camionneurs exploitent la situation des femmes et des filles qui sont contraintes de fournir des services sexuels ou des faveurs sexuelles pour avoir accès à l'eau ou pour progresser dans la file d'attente. C'est particulièrement le cas pendant la saison sèche et, de plus en plus, pendant les sécheresses aggravées par le climat. Les femmes font également état d'EAS par des hommes qui leur proposent d'aller chercher de l'eau ou de les transporter en échange de rapports sexuels. Ces risques peuvent affecter particulièrement les femmes les plus pauvres et les femmes souffrant de handicaps ou de maladies chroniques, qui peuvent être physiquement incapables de transporter de l'eau sur de longues distances. Ce risque s'étend à la gestion des systèmes d'eau communautaires, où il existe des cas documentés de gardes ou de membres de comités chargés de verrouiller les installations d'eau qui profitent des femmes et des filles qui arrivent à l'heure de la fermeture en leur proposant d'ouvrir les robinets en échange de rapports sexuels (Potts et coll. 2020).

Si le développement des infrastructures hydrauliques peut apporter d'importantes opportunités sociales et économiques à une communauté, il peut également augmenter le risque de VBG chez les femmes et les filles en raison de l'afflux de travailleurs masculins pour les projets de construction (voir section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur : Énergie et infrastructures). Comme ces hommes se rassemblent généralement autour des points d'eau, le risque de violence augmente pour les femmes lorsqu'elles vont

chercher de l'eau pour leurs petites entreprises qui dépendent de l'eau (par exemple, les femmes utilisent l'eau des sources communales pour préparer des boissons à vendre).

Les femmes sont souvent engagées dans les programmes de SEAH en tant qu'utilisatrices finales de l'eau, alors que les hommes occupent la majorité des postes de direction en raison de leurs connaissances techniques. Cela renforce la position de subordination des femmes et augmente le risque de VBG. Des études récentes ont montré que les programmes qui incluent les femmes dans les premières étapes du développement ont tendance à avoir un impact durable à long terme sur la fourniture de services d'eau et d'assainissement (Gross et coll. 2000). Une étude internationale a révélé que la participation des femmes à des postes clés de direction au sein des comités de l'eau était un facteur prédictif important de systèmes d'eau fonctionnels et durables (Foster 2013). Cependant, les programmes qui soutiennent ces opportunités, mais qui n'offrent pas de stratégies pour changer la nature structurelle du travail de soin des femmes, peuvent déplacer le fardeau des responsabilités domestiques (y compris la responsabilité d'aller chercher de l'eau) à d'autres femmes et filles du foyer, ce qui a des répercussions sur le droit des filles à l'éducation (ActionAid 2013).

En outre, les risques de VBG augmentent considérablement lorsque les femmes et les filles s'engagent dans des activités de conservation de l'eau, de gouvernance et de génération de revenus, ainsi que dans des activités en dehors des rôles strictement définis par le genre (Domingo et coll.). 2015). Une étude menée au Soudan du Sud sur l'écart entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH)¹ et dans les structures de gouvernance a montré que l'expérience et la peur de la violence dans les sphères publiques et privées (y compris la violence exercée par le partenaire intime (VPI), le harcèlement par les membres de la famille et l'EAS par les employeurs et les collègues de travail potentiels et actuels) entravaient les choix des femmes et leur capacité à entrer ou à poursuivre leur carrière dans le secteur en toute sécurité (Denman et Lipscomb 2020).

Les femmes dans les contextes ruraux sont fréquemment plus dépendantes des ressources de la propriété commune pour leur survie et la génération de revenus en raison de l'absence de droits juridiques fonctionnels sur la propriété foncière privée ; cela les rend particulièrement vulnérables aux changements et aux chocs climatiques (ONU Femmes 2014). Les femmes et les filles des communautés marginalisées touchées par la pénurie d'eau s'engagent dans la conservation communautaire de l'eau, les droits à l'eau et le militantisme pour le changement climatique (ONU Femmes 2016), en particulier en Amérique latine et parmi les peuples autochtones. La confiscation des terres par les entreprises et la criminalisation violente et patriarcale des peuples autochtones et des femmes signifient que celles qui assument des rôles de dirigeante dans ces contextes risqués et hostiles sont exposées à un risque accru de violence physique et sexuelle (Sequeira 2017) (voir la section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur : Adaptation au climat et atténuation de ses effets ; droits fonciers et de propriété).

Assainissement et hygiène

Les personnes de tout âge et de toute identité de genre ont le droit de disposer d'installations sanitaires et d'hygiène sûres et adéquates. L'âge, l'identité de genre d'une personne et d'autres facteurs influencent la perception et les risques liés à l'accès aux installations d'assainissement et d'hygiène. Des installations mal conçues ou implantées peuvent être inaccessibles ou dangereuses, ce qui limite fortement leur utilisation, en particulier pour les femmes et les filles (House et coll. 2014c, 14 ; USAID 2015 ; Root 2021) et les personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre et des caractéristiques sexuelles (SOGIESC) diverses (ONU Femmes 2017). Les lieux de travail formels et informels ont souvent un accès limité

¹ L'USAID abandonne peu à peu l'utilisation de l'expression « eau, assainissement et hygiène (EAH) » pour celle de « sécurité de l'eau, assainissement et hygiène (SEAH) » afin d'inclure davantage la protection, la conservation et la gestion de l'eau. Ce dossier utilise le terme SEAH sauf lorsqu'il s'agit de discuter d'exemples de programmes qui se concentrent spécifiquement sur l'EAH.

à des installations sanitaires et d'hygiène adaptées à l'âge, au genre et à la diversité, ce qui peut augmenter le risque de VBG. Le harcèlement sexuel et les agressions par les hommes et les garçons étant courants autour des latrines collectives, les femmes et les filles défèquent également à l'air libre ; cela augmente le risque de VBG, car la stigmatisation sociale de la défécation en plein air fait qu'elles attendent souvent la tombée de la nuit (USAID 2015, WaterAid 2015, Schmitt et coll. 2017). Cela affecte leur pleine et sûre participation à la vie publique, y compris l'éducation et l'accès à d'autres services, et exerce un impact sur la santé publique en termes d'augmentation du risque de maladies d'origine hydrique.

Alors que les latrines dans les foyers améliorent la sécurité et l'accès des femmes, des filles et des personnes de divers SOGIESC, la construction de ces installations sanitaires est souvent à la fois coûteuse et risquée, car les normes traditionnelles de genre obligent souvent les femmes à aller chercher les matériaux de construction dans des zones éloignées et dangereuses, où elles peuvent être exposées à des risques de VBG. En outre, si les familles n'ont pas les moyens ou ne sont pas physiquement capables de construire elles-mêmes des latrines, les risques d'EAS sont préoccupants, en particulier pour les personnes handicapées, les foyers dirigés par des femmes et des enfants, et les malades chroniques. Au niveau des ménages, les femmes et les filles sont souvent confrontées à la violence dans les installations ou les rivières lorsqu'elles se baignent ou lavent leurs vêtements (House et coll. 2014c).

Les pratiques en matière de santé et d'hygiène menstruelles (SHM) varient selon les cultures et les régions, mais la honte, la peur et les tabous qui entourent les menstruations sont courants et liés à de multiples formes de VBG (WoMena 2020). Les femmes et les filles, en particulier les écolières, ainsi que les garçons et les hommes transsexuels et les personnes de divers SOGIESC qui ont leurs règles, sont souvent exposés à diverses formes de violence, y compris la VPI et la violence physique, psychologique et sexuelle exercée par des non-partenaires, lorsqu'ils accèdent à des latrines communes qui ne répondent pas à leurs besoins en matière de SHM (Cardoso et coll. 2018). Par exemple, une étude a rapporté que certains maris battaient leurs femmes parce qu'elles avaient coupé des couvertures pour fabriquer des serviettes hygiéniques pour gérer leurs règles (CARE International 2018).

Le manque d'accès aux produits de SHM, en particulier dans les zones de pauvreté ou de crise, a augmenté le risque d'exposition des adolescentes à l'EAS en échangeant des rapports sexuels contre de l'argent pour payer les produits de SHM afin de pouvoir rester à l'école (CARE International et WoMena 2018, Tellier et Hyttel 2018). Une évaluation rapide menée en 2020 par WoMena Uganda a révélé que 14 % des personnes interrogées avaient subi ou connaissaient quelqu'un qui avait subi des violences après avoir utilisé les finances du ménage pour obtenir des produits de SHM. En outre, 12 % avaient fait l'expérience ou connaissaient quelqu'un qui avait fait l'expérience d'être empêché d'utiliser les finances du ménage pour obtenir des produits de SHM (CARE International et WoMena 2018). Ces préoccupations affectent la participation des filles à l'école et augmentent les taux d'abandon scolaire (House et coll. 2014c, 42).

Les tabous menstruels et les pratiques culturelles néfastes qui y sont associées peuvent affecter la participation à la vie publique des femmes, des jeunes filles et des autres personnes ayant leurs règles, y compris à l'éducation et aux moyens de subsistance. Dans de nombreuses cultures, les menstruations sont considérées comme sales et les personnes qui ont leurs règles sont souvent exclues de la vie sociale, économique, spirituelle et familiale. Des variantes de ces pratiques d'isolement et d'exclusion existent dans plusieurs cultures ; par exemple, dans la pratique *chhaupadi* commune aux zones rurales du Népal, les femmes et les filles en période de menstruation restent fréquemment dans un abri pour le bétail. Ces pratiques entraînent des effets négatifs importants et durables sur le bien-être personnel, l'engagement dans l'éducation et la sécurité, notamment en exposant les personnes ayant leurs règles à des risques d'abus et d'agressions sexuels la nuit (Aro 2015).

Dans certaines sociétés, l'apparition des premières règles indique que l'on est prête à se marier, et des règles précoces sont associées à des mariages, des rapports sexuels et des grossesses précoces. C'est particulièrement

vrai pour les filles des ménages les plus pauvres, car la responsabilité financière de la prise en charge de la fille est transférée au mari. En outre, il a été constaté que, dans certains cas, le coût élevé des produits de SHM augmente le risque de mariage précoce, car les parents visent à transférer la charge financière associée aux menstruations sur le mari (Tellier et Hyttel 2018).

La promotion de l'assainissement et de l'hygiène au niveau des ménages, des communautés et souvent des municipalités repose en grande partie sur le travail des femmes, qui est fréquemment mal payé ou non rémunéré, ce qui renforce le statut de subordination des femmes et des filles, un point souvent non visible pour les décideurs et les praticiens (ActionAid 2013). Lorsque les femmes et les filles s'engagent dans ces activités en dehors du foyer, les risques de VBG, y compris la VPI, l'EAS et d'autres formes de violence sexuelle, augmentent (Denman et Lipscomb 2020, House et coll. 2014c).

Comment la SEAH peut s'attaquer à la VBG

Stratégie n° 1 : Atténuer les risques de VBG dans l'accès à l'eau publique, aux services d'assainissement et aux services de santé et d'hygiène menstruelles

(atténuation des risques)

(niveaux du modèle socio-écologique : interpersonnel, communautaire, structurel)

La prise en compte des perceptions et des risques de VBG est importante pour améliorer l'accès et l'utilisation des services de SEAH. L'engagement de spécialistes de la VBG à chaque phase des programmes de SEAH peut aider leur conception et leur mise en œuvre à aller au-delà de l'approche « ne pas nuire », en contribuant activement à la création de communautés plus sûres et à l'amélioration de l'accès aux ressources en eau, à l'assainissement et à l'hygiène (House et coll. 2014a). Cela peut être fait en utilisant les stratégies suivantes :

- Travailler avec des spécialistes de la GBV pour former le personnel du programme SEAH et des partenaires aux concepts fondamentaux de la GBV, aux risques et aux approches d'atténuation, y compris l'utilisation d'audits de sécurité et d'accessibilité. En outre, intégrer les considérations relatives à la prévention, à la réponse et à l'atténuation des risques dans la stratégie du programme, la théorie du changement, le développement d'approches, les procédures opérationnelles standard et le système de suivi et d'évaluation (voir section 2.0. Principe fondamental : Ne pas nuire).
- Impliquer une variété de groupes d'utilisateurs, en particulier des groupes diversifiés de femmes et de filles, y compris des personnes handicapées, dans les consultations sur la conception des infrastructures de SEAH. La conception doit tenir compte des considérations culturelles et contextuelles et intégrer les questions de sécurité, de dignité et d'accessibilité que ces groupes identifient (House et coll. 2014f). Les points à prendre en compte sont les suivants :
 - Suivre les conseils de l'USAID pour s'assurer que les « toilettes adaptées aux femmes » répondent aux normes internationales et aux besoins biologiques et culturels spécifiques aux femmes et aux personnes de divers SOGIESC : sécurité, intimité, accessibilité, disponibilité, prix abordable, bien entretenues et gérées, présence de poubelles sur place et d'eau à proximité et d'espace pour s'occuper des enfants, des personnes âgées et des SHM. Il faut également tenir compte des normes sociales et culturelles entourant l'assainissement et l'hygiène, comme les tabous liés à la menstruation (USAID 2020).
 - Consulter les utilisateurs finaux sur les options d'éclairage possibles pour soutenir l'utilisation des installations et sur les éventuelles mesures d'atténuation des risques (Oxfam et Water, Engineering and Development Centre 2018).
 - Intégrer à la conception des caractéristiques de conception universelle d'accessibilité pour les personnes handicapées, les jeunes enfants et les personnes âgées, et faire intervenir directement ces utilisateurs pour obtenir leurs commentaires.

- Consulter directement les personnes de diverses SOGIESC sur les questions de santé maternelle et infantile et autres questions pertinentes si cela est possible en toute sécurité ; sinon, faire appel à des organisations qui fournissent des services aux personnes de diverses SOGIESC (USAID 2015).
- Renforcer la capacité des comités de gouvernance de la SEAH communautaire, des prestataires de ces services sur le marché et des autorités gouvernementales à s'engager auprès des utilisateurs finaux afin d'identifier et d'atténuer les risques de VBG liés aux services de SEAH. Lors des visites de formation et de suivi, mettre l'accent sur la responsabilité et les compétences pour garantir un accès sûr aux installations publiques de SEAH, notamment :
 - Renforcer les cadres juridiques pertinents qui protègent les utilisateurs de l'EAS, établir des codes de conduite pour les membres des comités ou des entreprises, et instituer et mettre en œuvre les règlements pertinents.
 - Mettre en place un système de tarification de l'eau et de l'assainissement permettant de garantir l'accès aux ménages les plus pauvres. Pour les installations d'eau publiques, veiller à ce que les ménages qui ne peuvent pas transporter d'eau puissent y accéder sans risque d'EAS.
 - Créer un mécanisme de collecte et de traitement confidentiel des commentaires des utilisateurs, notamment en cas de violation de l'EAS.
 - Garantir un soutien non spécialisé lors de la divulgation de la VBG, afin que les survivants puissent accéder aux services en toute sécurité.
- Mesurer régulièrement l'impact des stratégies d'atténuation des risques liés au SEAH sur les perceptions de la sécurité parmi les femmes et les filles et les personnes de SOGIESC diverses (USAID 2015).
- Concentrer l'expansion de l'infrastructure SEAH dans les zones pauvres et mal desservies, y compris les communautés rurales. Envisager d'investir dans le raccordement des ménages à l'eau plutôt que dans des points de collecte publics, car cela minimise l'exposition des femmes à diverses formes de VBG. Inclure des options d'infrastructure pour réduire le risque d'EAS par les vendeurs d'eau, en particulier dans les zones exposées à la sécheresse (USAID 2015). Envisager des investissements dans les infrastructures SEAH qui élargissent l'accès des femmes et des filles aux écoles, aux marchés, aux lieux de travail et aux établissements de santé.
- Développer des stratégies pour faire face aux produits de SHM en travaillant avec les associations et les groupes de femmes pour soutenir les solutions hygiéniques fabriquées localement (lorsque les matériaux sont disponibles), investir dans la production nationale ou locale de serviettes hygiéniques ou d'autres solutions menstruelles, et impliquer les décideurs politiques dans des solutions appropriées localement pour éliminer les obstacles à l'accès aux produits de SHM.

Encadré 1. Un audit de sécurité EAH (House et coll. 2014h) peut être utilisé pour identifier et traiter les risques et la crainte de la VBG dans les sous-secteurs de l'assainissement et de l'hygiène. Réaliser des audits de sécurité EAH en mettant l'accent sur le traitement de la VBG, par exemple :

1. Observer la proximité des zones d'habitation : Lorsque les installations intérieures ne sont pas possibles, les infrastructures d'EAH doivent être aussi proches que possible des lieux de vie. Observer si les femmes ont la possibilité d'utiliser les installations à domicile. Ces considérations doivent être mises en balance avec la nécessité de veiller à ce que les installations situées à l'intérieur et à proximité des habitations soient construites de manière à traiter correctement les déchets, afin de ne pas présenter de risques supplémentaires pour la santé.

2. Observer l'éclairage : L'éclairage est-il suffisant pour que les femmes, les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres, les queers, les intersexués, les personnes d'orientations sexuelles et d'identités de genre différentes (LGBTQI+) et les autres groupes vulnérables et sous-représentés puissent se sentir en sécurité la nuit en utilisant les infrastructures d'EAH ?

3. Observer l'emplacement des espaces à dominante masculine : Le bâtiment doit-il être implanté à proximité de ces zones ? Les femmes, les personnes de diverses orientations sexuelles et les autres populations vulnérables et sous-représentées se sentiront-elles en sécurité lorsqu'elles utiliseront cette infrastructure d'EAH ?

4. Respecter les voies piétonnes : Les voies d'accès à l'infrastructure d'EAH sont-elles suffisantes pour que les personnes se sentent en sécurité lorsqu'elles y accèdent à différents moments de la journée ?

Source : UNICEF 2018, 2020

Stratégie 2 : Atténuer les risques de VBG pour que les femmes et les filles s'engagent dans le secteur SEAH, y compris la promotion de l'hygiène, la conservation de l'eau et la gouvernance (atténuation des risques, réponse)

(niveaux du modèle socio-écologique : interpersonnel, communautaire, structurel)

Les normes de genre qui limitent l'engagement des femmes et des filles au SEAH à la sphère domestique créent des obstacles importants et des risques de VBG pour les femmes et les filles qui participent aux programmes et à la gouvernance SEAH. Les femmes peuvent ne pas être en mesure de participer à des réunions ou à d'autres activités en raison de menaces, de violences ou d'autres formes d'exclusion de la part de leur mari, de membres de leur famille ou d'élites puissantes (Domingo et coll. 2015, Denman et Lipscomb 2020). Pour faire face à ces risques, les mesures suivantes peuvent être mises en œuvre et adaptées le cas échéant :

- Au niveau de la communauté, communiquer l'importance de l'implication des femmes et des filles dans le programme. Préciser le calendrier et le niveau d'effort que la participation au programme exigerait et si les participants seront rémunérés pour ce travail.
- Orienter tout le personnel, les entrepreneurs et les travailleurs journaliers impliqués dans les activités du SEAH sur le code de conduite de l'EAS du programme et leur demander de le signer. Promouvoir des mécanismes de signalement accessibles et confidentiels au niveau communautaire et veiller à ce que des mécanismes de responsabilité soient en place.
- Fournir des installations adéquates et sûres en matière de santé et de sécurité au travail pour le personnel féminin et le personnel de divers SOGIESC, y compris au niveau communautaire.
- Faire participer les femmes aux activités SEAH aux jours et heures qui ne perturbent pas leurs responsabilités domestiques ou les aider à équilibrer les activités SEAH avec leurs responsabilités domestiques (OIM et RedR UK 2020)

Stratégie n° 3 : Promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes et des filles au sein du SEAH

(prévention)

(niveaux du modèle socio-écologique : communautaire, structurel)

Il existe de nombreuses preuves que l'engagement des femmes à tous les stades de la programmation affecte positivement la durabilité des résultats du SEAH. Par exemple, donner aux femmes les moyens de prendre des décisions en matière d'assainissement peut améliorer les résultats relatifs aux ménages et la communauté. Des recherches menées au Kenya ont révélé que le renforcement du pouvoir de décision des femmes pour les principaux achats du ménage était positivement associé à la possession de latrines par les ménages (Hirai et coll. 2016). Le dossier technique de l'USAID « *Gender Equality and Female Empowerment in WASH* » recommande de veiller à ce que les femmes et les filles soient engagées en tant que consommatrices, clientes, influenceuses, professionnelles, décideuses au sein des ménages et gardiennes des connaissances et des solutions traditionnelles (USAID 2020). Les approches suivantes peuvent être utilisées pour éliminer les obstacles et promouvoir l'autonomisation des femmes dans le secteur SEAH. Cependant, il est essentiel que les stratégies d'autonomisation des femmes soient utilisées de pair avec des stratégies visant à atténuer les risques de participation des femmes et des filles et, dans la mesure du possible, avec des stratégies visant à transformer les normes de genre nuisibles :

- Organiser des formations sur le leadership et le renforcement des compétences des femmes dans des espaces sécurisés réservés à ces dernières. Les femmes et les filles n'ont souvent pas eu l'occasion d'apprendre ensemble et de s'imaginer en tant que dirigeantes. En outre, elles sont conditionnées à ne pas prendre la parole ou à ne pas apporter leurs idées lors des réunions communautaires ou familiales (Putsoa 2020).
- Créer une main-d'œuvre plus inclusive, promouvoir la participation des femmes dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) en investissant dans des bourses d'études et des stages pour les femmes ingénieurs civils, géologues et climatologues dans le cadre de programmes et d'établissements d'enseignement supérieur et de formation professionnelle.
- Encourager les femmes qui sont des modèles de la SEAH à prendre la parole dans les écoles et les communautés pour remettre en question les stéréotypes liés au genre.
- Faire participer les associations de femmes au développement et à l'exploitation des services publics et privés de SEAH. Les solutions basées sur le marché pour la fourniture d'installations sanitaires communes peuvent offrir des possibilités de renforcement des compétences et d'autonomisation économique des femmes, et peuvent contribuer à réduire le risque de VBG pour les femmes lorsqu'elles accèdent aux installations sanitaires (House et coll. 2014e). Par exemple, les associations de femmes collectrices de déchets devraient plaider pour la protection et des contrats gouvernementaux afin de fournir ce service essentiel (Dias et Fernandez 2015).
- Lier la programmation de SEAH à des initiatives visant à promouvoir l'accès des femmes à la terre et à la propriété, ainsi que leurs droits d'occupation, ce qui a été démontré comme favorisant la capacité des femmes à prendre des décisions concernant l'utilisation durable des ressources en eau (USAID 2020).
- Travailler avec les femmes qui défendent les droits environnementaux de la personne, les organisations de défense des droits des femmes et les groupes qui travaillent avec les personnes de divers SOGIESC pour défendre les droits et l'accès à l'eau potable, et aborder les questions de pénurie d'eau et de « sextorsion » liées à l'utilisation des ressources en eau, y compris pour la SHM.
- Soutenir les organisations de défense des droits des femmes et d'autres groupes locaux engagés dans la défense des droits humains, en particulier les organisations travaillant avec des personnes handicapées, pour sélectionner des femmes et des personnes de divers SOGIESC dans les comités de gouvernance de la SEAH, investir dans le développement de leurs compétences et promouvoir la sélection des femmes dans les rôles de construction, d'exploitation et de maintenance de l'eau et de l'assainissement.

Stratégie n° 4 : Transformer les attitudes, croyances et normes néfastes basées sur le genre qui affectent les résultats de la SEAH, y compris l'engagement des hommes et des garçons

(Prévention)

(niveaux du modèle socio-écologique : communautaire, structurel)

Les programmes de SEAH ont de nombreux points d'entrée importants pour les programmes de changement de normes sociales qui peuvent contribuer efficacement aux résultats en matière de santé publique, de gestion des ressources en eau, d'égalité des genres et de VBG. Les approches suivantes peuvent être utilisées et adaptées pour transformer les attitudes, les croyances et les normes néfastes relatives au genre dans le cadre des programmes de SEAH. Il est important que ces initiatives soient dirigées par des spécialistes du genre et de la VBG afin de garantir l'efficacité des programmes de changement des normes sociales sur ces sujets sensibles et de minimiser les risques de préjudice (voir la section 2.0. Principes fondamentaux : Ne pas nuire). Les points d'entrée et les approches fondées sur des preuves comprennent :

- L'engagement avec les filles, les garçons et les enseignants dans le cadre de la SEAH dans les clubs scolaires. Il s'agit d'impliquer les membres du club dans des sessions régulières et structurées développées pour aborder les aspects relatifs au genre et à la VBG dans la SEAH, telles que la SHM et le mariage des enfants. Ces groupes sont ensuite engagés dans des campagnes de SEAH, d'égalité des genres et de prévention de la VBG dans les écoles, campagnes qui ont bénéficié d'un soutien pour développer une stratégie et des messages adaptés au contexte.
- Impliquer les membres de la gouvernance de l'eau et de l'assainissement ou des entreprises axées sur la SEAH, ainsi que les autorités locales dans des dialogues individuels et collectifs sur la prévention de la VBG. Il s'agit notamment d'adaptations d'approches de la prévention de la VBG fondées sur des données probantes, telles que *Engaging Men in Accountable Practices to End GBV* ou *Stepping Stones* (exemple d'adaptation au Kenya par Action Aid) (House et coll. 2014g).
- Renforcer le changement au niveau communautaire pour impliquer les acteurs de la SEAH en tant qu'activistes communautaires à propos de la santé publique et de la pénurie d'eau en abordant les dimensions de genres de leur exclusion, telles que l'exclusion des femmes des prises de décision et les risques de VPI et d'EAS lorsque la disponibilité de l'eau est limitée. L'adaptation par l'OIM de *SASA!* par Raising Voices au Soudan du Sud en est un exemple.

Stratégie n° 5 : Soutenir la création d'un environnement favorable à l'accès et à la participation des femmes et des filles aux installations et structures de la SEAH

(environnement favorable)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

Outre la transformation des normes sociales et de genre et la promotion de l'autonomisation des femmes, la création d'un environnement favorable par le biais d'une collaboration intersectorielle peut être la clé de la lutte contre la VBG dans le secteur de la SEAH. Cela peut inclure des mesures telles que :

- Veiller à ce que tous les employeurs adoptent des politiques interdisant la discrimination, l'exploitation et le harcèlement, ainsi qu'un code de conduite sur la protection contre l'EAS. Inclure un mécanisme de responsabilité dans les contrats des entreprises de construction et des travailleurs qu'elles engagent pour fournir les installations de SEAH. Fournir une formation continue et des messages, et mettre en place un système de signalement accessible et confidentiel des cas d'inconduite sexuelle.
- Tirer parti des initiatives au niveau politique pour le développement, l'exploitation et la gouvernance des services publics d'eau et d'assainissement afin de renforcer les efforts d'atténuation des risques de VBG au niveau local (Kelly et coll. 2021).

- Soutenir l'engagement des femmes et des filles dans les STEM liés au SEAH au niveau national par le biais de stratégies STEM nationales, d'une analyse des allocations budgétaires liées au genre et d'un plaidoyer pour investir dans les opportunités des femmes et des filles dans les STEM.
- S'engager avec les ministères équivalents des ressources en eau, des femmes ou de la jeunesse. Un tel engagement pourrait constituer un moyen efficace de participer aux communications nationales visant à remettre en question ces normes néfastes.
- S'impliquer au niveau politique pour combler les lacunes dans l'accès aux produits de SHM, y compris les régimes de taxation et les effets de l'inflation sur ces produits essentiels. Travailler avec le secteur de l'éducation sur la fourniture de matériel SHM dans les écoles comme un point d'entrée important. Enfin, investir dans la SHM sur les lieux de travail pour soutenir la participation des femmes sur les lieux de travail formels et informels est une solution rentable (USAID 2022).

Exemples de programmes :

Exemple n° 1 : Feuille de route de l'USAID et du Soudan du Sud pour la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre

L'USAID et le Soudan du Sud, en collaboration avec Banyan Global, ont élaboré une feuille de route pour prévenir et répondre à la VBG dans tous les secteurs (Gardsbane et Aluel 2019). Ce plan de deux ans fournit des recommandations spécifiques et mesurables axées sur les communautés où les projets et les activités de l'USAID sont mis en œuvre.

S'appuyant sur les enseignements tirés du projet pluriannuel de l'USAID et du Soudan du Sud visant à intégrer la prévention et la réponse à la VBG dans les programmes d'EAH (USAID Water Team 2019), la feuille de route en a fait un secteur clé, notamment par le biais d'un résultat intermédiaire axé sur l'augmentation du recours aux services de santé et d'EAH. Dans le cadre de cet objectif, une attention particulière est accordée aux services adaptés aux adolescents et aux femmes, à l'intégration de la prévention et de la réponse à la VBG et à l'amélioration de l'accès aux services d'EAH. Les stratégies pour y parvenir comprennent un éclairage suffisant et des toilettes verrouillables et séparées par sexe. Pour intégrer ces éléments dans un suivi et une évaluation mesurables et contrôlables, l'indicateur suivant a été proposé : *pourcentage de femmes et de filles qui déclarent avoir un sentiment accru de sécurité lorsqu'elles accèdent aux services d'EAH.*

Exemple n° 2 : Audit de sécurité des femmes pour la SEAH dans les zones de réinstallation à faible revenu à New Delhi, Inde

Un programme à New Delhi, en Inde, mis en œuvre par Women in Cities International et Jagori, un groupe de défense des droits des femmes, est un bon exemple d'audit de sécurité des femmes utilisé dans le secteur de la SEAH pour atténuer les risques de VBG. Le programme s'est concentré sur les femmes et les filles qui avaient été déplacées des bidonvilles du centre-ville vers les zones périphériques de la ville. Elles ont déclaré avoir été victimes de harcèlement et d'abus, qui ont créé une crainte, alors qu'elles avaient accès à des installations sanitaires et de collecte d'eau non sécurisées. L'approche de l'audit de sécurité des femmes a rassemblé des femmes et des jeunes filles locales, utilisatrices régulières d'un espace ou d'une installation, afin de parcourir cet espace et d'identifier les facteurs environnementaux qui rendent l'endroit dangereux pour elles. Le processus prévoyait également la participation de représentants des collectivités locales. Après avoir parcouru l'endroit, les membres de la communauté ont noté les facteurs qui le rendent dangereux et ont dressé la liste des problèmes qui pourraient être résolus avec les agences gouvernementales. Les femmes ont joué un rôle crucial dans les négociations ultérieures avec le gouvernement pour la mise en œuvre de ces changements. L'audit de sécurité des femmes a permis de sensibiliser les fonctionnaires locaux et les prestataires de services aux questions de sécurité et d'accessibilité (Castañeda Camey et coll. 2020, Mehrotra 2020).

Après avoir réalisé les audits de sécurité, le projet a travaillé avec les autorités municipales pour développer un cadre stratégique visant à répondre aux problèmes de harcèlement sexuel et de violence contre les femmes et les filles dans les espaces publics de New Delhi. La section consacrée à la gestion et à la fourniture d'infrastructures et de services urbains abordait les questions de l'éclairage public, des latrines publiques mal situées, sales et mal conçues, ainsi que des voies d'accès et des canalisations obstruées. Les stratégies spécifiques fournies comprennent : (1) l'élaboration de directives sur la sécurité des femmes par les responsables de la fourniture et de la gestion des infrastructures, des services et des équipements publics ; (2) la réalisation d'audits de sécurité dans toute la ville ; (3) l'amélioration des aspects sécuritaires des centres d'hébergement de nuit pour les femmes sans abri ; et (4) la fourniture d'une liste de contrôle détaillée sur la sécurité des femmes à tous les prestataires de services, demandant leur conformité et de leur certification (House et coll. 2014b).

Exemple n° 3 : Cercles d'EAH et d'apprentissage participatifs pour un changement basé sur le genre, Fidji et Vanuatu

Dans le Pacifique, la plupart des politiques et des cadres élaborés dans le domaine de l'EAH ne mentionnent que rarement le genre ou ne le font qu'en relation avec les besoins pratiques du genre et l'efficacité des programmes. Les femmes sont généralement exclues du processus décisionnel de la communauté et n'ont qu'une voix limitée, alors qu'elles sont confrontées à des niveaux élevés de VBG.

Un projet aux Fidji et au Vanuatu a utilisé le programme d'EAH comme point d'entrée pour autonomiser les femmes et modifier les attitudes, les croyances et les comportements des hommes afin de contribuer à la prévention de la VBG tout en améliorant les résultats du programme d'EAH. Le programme urbain de BIAAG (2013-2017) était une collaboration entre Plan International, Femmes et Villes International, ONU-Habitat, l'Institute for Sustainable Futures, World Vision Vanuatu et Live and Learn Environmental Education Fiji. Deux approches différentes ont été étudiées en 2009 sur les îles de Fidji et de Vanuatu afin d'évaluer les changements pratiques et stratégiques liés au genre qui ont été réalisés grâce à chacune d'elles, ainsi que les résultats pratiques en matière d'EAH. Aux Fidji, Live and Learn a utilisé l'approche des cercles d'apprentissage. Au Vanuatu, World Vision a adapté l'approche de la transformation participative en matière d'hygiène et d'assainissement. Tous deux ont utilisé l'eau comme point d'entrée pour parler de gouvernance, de leadership et d'inclusion. Les cercles d'apprentissage, une approche inclusive, délibérative, basée sur le groupe afin de dialoguer et de prendre des décisions, avec des discussions séparées avec les hommes, les femmes et les jeunes, ont abordé spécifiquement l'implication des femmes dans la prise de décision.

Les résultats de la recherche sur ces dialogues liés au genre sur la gouvernance de l'EAH comprenaient des changements positifs dans les relations de genre au niveau de la famille ou du ménage, y compris un respect accru pour les femmes, les hommes augmentant leur rôle dans les responsabilités liées à l'hygiène dans leur foyer, et une réduction de la violence au niveau du ménage. Les relations entre les sexes au niveau communautaire se sont également améliorées dans les deux endroits : Les efforts des femmes pour promouvoir l'assainissement et la santé de la communauté ont été reconnus dans la communauté et leur participation à la prise de décision s'est améliorée, les femmes assumant des rôles de direction pour la première fois.

Les résultats positifs en matière d'EAH et d'égalité des genres ont été obtenus grâce à l'utilisation d'approches de développement fondées sur des données probantes, au fort engagement des membres du personnel de l'organisation (hommes et femmes de la région) dans le projet, ainsi qu'à l'engagement et au suivi réguliers des communautés concernées. Au Vanuatu, des efforts explicites ont été faits pour entreprendre la planification et d'autres activités du projet à des moments et dans des lieux qui facilitaient la participation des femmes aux activités et à la prise de décision. En outre, le personnel a plaidé pour la représentation des femmes dans les comités de développement et a formé des promoteurs masculins de l'hygiène. Aux Fidji, une recherche formative sur les attitudes et les perceptions communautaires liées à l'inclusion des femmes dans la gouvernance de l'eau a contribué à une adaptation efficace de l'approche. Le personnel a également indiqué que l'engagement

des hommes et le recours à des discussions et des débats avant la prise de décision étaient essentiels pour permettre aux femmes de se faire entendre (House et coll. 2014d).

Outils et ressources

- Castañeda Camey I, L Sabater, C Owren et AE Boyer. 2020. *Gender-Based Violence and Environment Linkages : The Violence of Inequality*. Wen, J (éditeur). Gland, Suisse : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Consulté le 12 juin 2022. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2020-002-En.pdf>.
- House et coll. 2014. *Violence, Gender, and WASH: A Practitioner's Toolkit*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- Kwasnet. 2018. *Sex for water. The Invisible*. Kwasnet en collaboration avec le Réseau africain de la société civile sur l'eau et l'assainissement (ANEW) et l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI). Téléchargé le 5 septembre 2018. Vidéo, 7:11. <https://www.youtube.com/watch?v=c4AkG0h83gg>.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), RedR UK. 2020. *Closing the Gender Gap in Water, Sanitation and Hygiene: Programme Guidance. Tool 3.4 : Women's Safety Planning*. Genève, Suisse : OIM. Consulté le 12 juin 2022. <https://publications.iom.int/books/closing-gender-gap-water-sanitation-and-hygiene>.
- Oxfam. 2018. *Sani Tweaks : Guide to Best Practices in Humanitarian Response Sanitation*. Oxford, Royaume-Uni : Oxfam. Consulté le 12 juin 2022. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/sani-tweaks-guide-to-best-practices-in-humanitarian-response-sanitation-620604/>.
- Plan International. 2014. *Gender and WASH Monitoring Tool*. Plan International. Consulté le 12 juin 2022. https://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/ARO-Gender_and_WASH_Monitoring_Tool-Final-IO-Eng.pdf.
- UNICEF Nigeria. 2020. *WASH Safety Audit Observation Checklist*. Consulté le 12 juin 2022 <https://gbvguidelines.org/en/documents/unicef-wash-safety-audit-observation-checklist/>.
- USAID. 2021. *Engendering Utilities: Delivering Gender Equality: A Best Practices Framework for Male-Dominated Industries*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/Delivering-Gender-Equality-Best-Practices-Framework.pdf>.
- ———. 2020. *Gender Equality and Female Empowerment in WASH. Water and Development Technical Series, Technical Brief 4*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022 https://www.globalwaters.org/sites/default/files/usaid_water_gender_tech_brief_4_508.pdf.
- ———. 2019. *USAID/South Sudan Gender-Based Violence Prevention and Response Roadmap*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022. <https://banyanglobal.com/wp-content/uploads/2020/01/USAID-South-Sudan-Gender-based-Violence-Prevention-and-Response-Roadmap.pdf>.
- ———. 2015. *Building a Safer World : Toolkit for Integrating GBV Prevention and Response into USAID Energy and Infrastructure Projects*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022. [PBAAD997.pdf \(usaid.gov\)](https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/PBAAD997.pdf).

Remerciements

Ce document a été rédigé par Catherine Hingley et Molly Gilligan, avec le soutien d'autres membres de l'équipe de CARE-GBV, notamment Fatima Saeed et Michele Lanham. Le document a été révisé par Natasha Mack et Jelena Burgić Simmons, conçu par Jill Vitick et mis en page par Miel Design Studio. Nous remercions le

personnel de l'USAID qui a contribué à cette note et l'a révisée : Amuda Joseph Azu, Catherine Odera, Mieka Brand Polanco, Lisa Schechtman et Homsuk Emmanuel Swomen.

Référence recommandée :

CARE-VBG 2022. « Éléments de programme spécifiques au secteur : Traiter la violence basée sur le genre par le biais de programmes de sécurité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ». Dans : *Éléments fondamentaux pour la programmation de la violence basée sur le genre dans le développement*. Washington, D.C. : USAID.

Références

- ActionAid. 2013. *Making Care Visible: Women's Unpaid Care Work in Nepal, Nigeria, Uganda and Kenya*. Johannesburg, Afrique du Sud : ActionAid. Consulté le 12 juin 2022. <https://actionaid.ie/wp-content/uploads/2016/10/Making-Care-Visible.pdf#:~:text=The%20unpaid%20care%20work%20programme%20at%20ActionAid%20was.to%20recognise%20and%20value%20women%E2%80%99s%20unpaid%20care%20work.>
- Aro AR. 2015. *Chhaupadi Practice in Nepal – Analysis of Ethical Aspects*. Médico-légal et Bioéthique. 05:53-58. Consulté le 12 juin 2022 <https://www.dovepress.com/chhaupadi-practice-in-nepal-ndash-analysis-of-ethical-aspects-peer-reviewed-fulltext-article-MB#:~:text=Abstract%3A%20Chhaupadi%20practice%2C%20which%20is%20characterized%20by%20banishment,for%20its%20associated%20physical%20and%20mental%20health%20impact.>
- Avello P. "Sex for Water Is Sextortion, and It Is a Crime." (blog) *Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI)*. 11 décembre 2018 <https://siwi.org/latest/sex-for-water-is-sex-tortion-and-it-is-a-crime/>.
- Brewisa A, N Choudhary et A Wutich. 2019. « Household Water Insecurity May Influence Common Mental Disorders Directly and Indirectly through Multiple Pathways: Evidence from Haiti ». *Social Science & Medicine*. 238:112520. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/31473576/>.
- Cardoso LF, CJ Clark, K Rivers, G Ferguson, B Shrestha et J Gupta. 2018. « Menstrual Restriction Prevalence and Association with Intimate Partner Violence among Nepali Women ». *BMJ Sexual and Reproductive Health*, 45:38–43. <https://srh.bmj.com/content/familyplanning/45/1/38.full.pdf>.
- CARE International, WoMena. 2018. *Ruby Cups: Girls in Imvepi Refugee Settlement Taking Control*. Kampala, Ouganda CARE International. Consulté le 28 juin 2022. <https://www.careevaluations.org/evaluation/ruby-cups-girls-in-imvepi-refugee-settlement-taking-control>.
- Castañeda Camey I, L Sabater, C Owren et AE Boyer. 2020. *Gender-Based Violence and Environment Linkages : The Violence of Inequality*. Wen, J (éditeur). Gland, Suisse : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Consulté le 12 juin 2022. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2020-002-En.pdf>.
- Denman K et L-A Lipscomb. 2020. « Closing the Gender Gap in the Humanitarian WASH Sector in South Sudan : Abridged Research Report ». Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations. <https://publications.iom.int/books/closing-gender-gap-humanitarian-wash-sector-south-sudan>.
- Dias S et L Fernandez. 2012. « Waste Pickers : A Gendered Perspective ». Dans Cela B, I Dankelman I et J Stern J (éditeurs). *Powerful Synergies: Gender Equality, Economic Development and Environmental Sustainability*. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) <https://www.wiego.org/publications/wastepickers-gendered-perspective>.

- Domingo P, R Holmes, T O'Neil, N Jones, K Bird, A Larson, E Presler-Marshall et C Valters. 2015. *Women's Voice and Leadership in Decision-Making : Assessing the Evidence*. Londres, Grande-Bretagne : Institut de Développement d'Outre-mer (IDO). Consulté le 12 juin 2022. <https://cdn.odi.org/media/documents/9627.pdf>.
- Foster T. 2013. « Predictors of Sustainability for Community-Managed Handpumps in Sub-Saharan Africa : Evidence from Liberia, Sierra Leone, and Uganda ». *Environ Sci Technol*. 47(21):12037–46. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24111486/>.
- Gardsbane D et A Aluel. 2019. *USAID/South Sudan Gender-Based Violence Prevention and Response Roadmap*. Banyan Global. Consulté le 12 juin 2022. <https://banyanglobal.com/resource/usaidsouthsudan-gender-based-violence-prevention-and-response-roadmap/>.
- Gross B, C van Wijk et N Mukherjee. 2000. *Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty: A Study in Community-Managed Water Supply Projects in 15 Countries*. Delft, Pays-Bas : Water and Sanitation Program. Consulté le 12 juin 2022. https://www.wsp.org/sites/wsp/files/publications/global_plareport.pdf.
- Hirai M, JP Graham et J Sandberg. 2016. « Understanding Women's Decision-Making Power and Its Link to Improved Household Sanitation : The Case of Kenya ». *J Water Sanit Hyg Dev*. Mars;6(1):151-60. Consulté le 20 juillet 2022. <https://doi.org/10.2166/washdev.2016.128>.
- House et coll. 2014a. *Violence, Gender, and Wash : A Practitioner's Toolkit. Briefing Note 2 : Improving WASH Programming and Services*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- . 2014b. *Violence, Gender, and WASH : A Practitioner's Toolkit. Strategic Framework for Women's Safety : Delhi, Inde 2010*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- . 2014c. *Violence, Gender, and Wash : A Practitioner's Toolkit. Toolset 1: Case Studies Violence, Gender and WASH*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- . 2014d. *Violence, Gender and WASH : A Practitioner's Toolkit. Toolset 3-A-4. PHAST and Learning Circles for Gendered Change*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- . 2014e. *Violence, Gender and WASH : A Practitioner's Toolkit. Toolset 3-D -3. Community-Designed and Managed Latrine Blocks and Women's Savings Co-Operatives in Urban Areas: Pune, Inde*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- . 2014f. *Violence, Gender and WASH : A Practitioner's Toolkit. Toolset 3-C-1. Adolescent Girls Designing School WASH Facilities: Papua New Guinea*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- . 2014g. *Violence, Gender, and WASH : A Practitioner's Toolkit. Toolset 3-E-1. Stepping Stones for Community Transformation*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE). p. 68.
- . 2014h. *Violence, Gender and WASH : A Practitioner's Toolkit. Toolset 3-F-1. Strategic Framework for Women's Safety : Delhi, Inde, 2010*. Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), RedR UK. 2020a. *Closing the Gender Gap in Water, Sanitation and Hygiene: Programme Guidance*. Genève, Suisse : OIM. Consulté le 12 juin 2022. <https://publications.iom.int/books/closing-gender-gap-water-sanitation-and-hygiene>.
- . 2020b *Closing the Gender Gap in Water, Sanitation and Hygiene : Programme Guidance. Tool 3.2 : Checklist for Meaningful Inclusion of Women and People with Disabilities in Training, and Tool 3.3 : Women's Participation in Community Activities (24-Hour Clock Tool)*. Genève, Suisse : OIM. Consulté le 12 juin 2022. <https://publications.iom.int/books/closing-gender-gap-water-sanitation-and-hygiene>.
- . 2020c. *Closing the Gender Gap in Water, Sanitation and Hygiene : Programme Guidance. Tool 3.4 : Women's Safety Planning*. Genève, Suisse : OIM. Consulté le 12 juin 2022. <https://publications.iom.int/books/closing-gender-gap-water-sanitation-and-hygiene>.

- Kelly J, E Ausubel, E Kenny, M Blake, C Heckman, S Rastogi, et al. 2021. « Measuring Gender-Based Violence Risk Mitigation in Humanitarian Settings : Results from a Comprehensive Desk Review and Systematic Mapping ». *BMJ Open*. 11:e050887. <https://bmjopen.bmj.com/content/11/9/e050887.full>.
- Kiwasnet. *Sex for Water. The Invisible*. 2018. Kewasnet en collaboration avec le Réseau africain de la société civile sur l'eau et l'assainissement (ANEWS) et l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI). Téléchargé le 5 septembre 2018. Vidéo, 7:11. <https://www.youtube.com/watch?v=c4AkG0h83gg>.
- Mehrotra ST. 2010. *A Handbook on Women's Safety Audits in Low-Income Urban Neighbourhoods : A Focus on Essential Services*. New Delhi, Inde : Jagori et Femmes et Villes International Consulté le 12 juin 2022. [Handbook1.pdf \(jagori.org\)](http://Handbook1.pdf(jagori.org)).
- Oxfam Grande-Bretagne, Centre pour l'eau, l'ingénierie et le développement (WEDC). 2018. *Shining a Light : How Lighting in or around Sanitation Facilities Affects the Risk of Gender-Based Violence in Camps*. Oxford, Royaume-Uni : Oxfam Grande-Bretagne. Consulté le 12 juin 2022 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/shining-a-light-how-lighting-in-or-around-sanitation-facilities-affects-the-risk-620605/>.
- Plan International. 2014. *Gender and WASH Monitoring Tool*. Plan International. Consulté le 12 juin 2022. https://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/ARO-Gender_and_WASH_Monitoring_Tool-Final-IO-Eng.pdf.
- Pommell M, C Schuster-Wallace, S Watt et Z Mulawa. 2018. « Gender Violence as a Water, Sanitation, and Hygiene Risk : Uncovering Violence against Women and Girls as It Pertains to Poor WASH Access ». *Violence Against Women*. 24(15):1851-1862. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1077801218754410>.
- Potts A, H Kolli, E Hedge, et C Ullman. 2020. *Empowered Aid : Participatory Action Research with Refugee Women & Girls to Better Prevent Sexual Exploitation and Abuse-Uganda Policy Brief*, WASH. Washington, D.C. : The George Washington University et Ouganda : The International Rescue Committee. Consulté le 12 juin 2022 <https://globalwomensinstitute.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs1356/f/downloads/GWI-IRC-Empowered%20Aid-Uganda-WASHBrief-remed.pdf>.
- Putsoa L. 2020. *Women-Led Water Management Committee Makes Waves in Jebel Kheir, South Sudan*. Organisation internationale pour les migrations (OIM). Consulté le 12 juin 2022. <https://storyteller.iom.int/stories/women-led-water-management-committee-makes-waves-jebel-kheir-south-sudan>.
- Root RL. 2021. « WASH Facilities Can Prevent Gender-Based Violence, Experts Say ». *DevEx*, 6 août 2021 <https://www.devex.com/news/wash-facilities-can-prevent-gender-based-violence-experts-say-100228>.
- Schmitt et coll. 2017. « Understanding the Menstrual Hygiene Management Challenges Facing Displaced Girls and Women : Résultats d'évaluations qualitatives au Myanmar et au Liban ». *Conflict et santé*. 11(19) : 1-11. <https://conflictandhealth.biomedcentral.com/track/pdf/10.1186/s13031-017-0121-1.pdf>.
- Sequeira J. 2017. « Calling out Violence against Women Human Rights and Environmental Defenders (truthout.org) ». (op ed) *Environment and Health*. <https://truthout.org/articles/calling-out-violence-against-women-human-rights-and-environmental-defenders/#:~:text=Calling%20Out%20Violence%20Against%20Women%20Human%20Rights%20and,hu man%20rights%20and%20the%20environment%20around%20the%20world>.
- Sommer M, S Ferron, S Cavill and S House. 2014. « Violence, Gender and WASH : Spurring Action on a Complex, Under- Documented and Sensitive Topic ». *Environnement et urbanisation*. 27(1) : 105-116.
- Stevenson EG, A Ambelu, BA Caruso, Y Tesfaye, et MC Freeman. 2016. « Community Water Improvement, Household Water Insecurity, and Women's Psychological Distress : An Intervention and Control Study in Ethiopia ». *PLoS One*. 11(4) : e0153432. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/27124391/>.

- Tellier S et M Hyttel. 2018. *Menstrual Health Management in East and Southern Africa : A Review Paper*. Johannesburg, Afrique du Sud : FNUAP Consulté le 12 juin 2022 <https://esaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20Review%20Menstrual%20Health%20Management%20Final%2004%20June%202018.pdf>
- ONU Femmes. 2017. *Nepal Gender Equality and Social Inclusion (GESI) Profile for Humanitarian Action and Disaster Risk Reduction*. ONU Femmes, ministère de la Femme, de l'Enfance et du Bien-être social (MOWCSW), gouvernement du Népal, Équipe spéciale du Groupe thématique sur le genre de l'Équipe de pays des Nations Unies sur le genre dans l'action humanitaire. Consulté le 12 juin 2022. <https://reliefweb.int/report/nepal/nepal-gender-equality-and-social-inclusion-gesi-profile-humanitarian-action-and>.
- . 2016. *Leveraging Co-Benefits between Gender Equality and Climate Action for Sustainable Development*. New York, NY: ONU Femmes. Accessed June 12, 2022. <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2021-05/The%20World%20Survey%20on%20the%20Role%20of%20Women%20in%20Development.pdf>.
- . 2014. *World Survey on the Role of Women in Development 2014 : Gender Equality and Sustainable Development*. New York, NY: Organisation des Nations Unies. Consulté le 12 juin 2022. <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2021-05/The%20World%20Survey%20on%20the%20Role%20of%20Women%20in%20Development.pdf>.
- UNICEF Nigeria. 2020. *WASH Safety Audit Observation Checklist*. Consulté le 12 juin 2022. <https://gbvguidelines.org/en/documents/unicef-wash-safety-audit-observation-checklist/>.
- USAID. 2022. *Cost-Benefit Analysis of Menstrual Hygiene Management in the Workplace. Learning Brief*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022. https://www.globalwaters.org/sites/default/files/cba_learning_brief_3-15-2022.pdf.
- . 2020. *Gender Equality and Female Empowerment in WASH. Water and Development Technical Series, Technical Brief 4*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022. https://www.globalwaters.org/sites/default/files/usaidthewatergender_tech_brief_4_508.pdf.
- . 2015. *Building a Safer World : Toolkit for Integrating GBV Prevention and Response into USAID Energy and Infrastructure Projects*. Washington, D.C. : USAID. Consulté le 12 juin 2022. [PBAAD997.pdf \(usaid.gov\)](https://www.usaid.gov/pbaad997).
- USAID Water Team. 2019. *Supporting Safe Sanitation and Preventing Gender-Based Violence in South Sudan*. USAID Global Waters. Consulté le 12 juin 2022 <https://medium.com/usaidthewater/supporting-safe-sanitation-and-preventing-gender-based-violence-in-south-sudan-7c67b8e6bd96>.
- WaterAid. 2015. *WASH and Gender Equality. Post-2-14 Toolkit*. WaterAid. Consulté le 12 juin 2022.
- WoMena. 2020. *What Are the Links between Menstrual Health Management (MHM) and Gender-Based Violence (GBV)?* WoMena. Accessed June 12, 2022. <https://www.susana.org/en/knowledge-hub/resources-and-publications/library/details/3882>.
- Organisation mondiale de la santé (OMS). 2017. *Une eau potable gérée en toute sécurité : Rapport thématique sur l'eau potable 2017*. Genève, Suisse : OMS. Consulté le 12 juin 2022. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/325897>.
- Zaman S. 2020. *Climate Change Induced Gender-Based Violence against Women during Water Collection: A Case Study in Shatkhira Upazilla, Bangladesh*. Bangladesh Centre for Advanced Studies (BCAS) for CAP-Net (UNDP). Consulté le 12 juin 2022. https://capnet-bd.org/wp-content/uploads/2020/12/Case_study_Report_-_2020_CN_BD.pdf.

L'objectif de l'activité de l'Action collective pour réduire la violence basée sur le genre (CARE-VBG) est de renforcer la prévention et la réponse collective, ou « l'action collective », dans le développement de programmes contre la violence basée sur le genre (VBG) à travers l'USAID. Pour plus d'informations sur CARE-GBV, [cliquez ici](#).

Pour en apprendre davantage, veuillez contacter :

Chaitra Shenoy, Master en droit

Déléguée de l'agent de négociation des contrats

Centre pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

cshenoy@usaid.gov

Diane Gardsbane, PhD

Cheffe de Projet

CARE-VBG

diane@makingcents.com